

La fabrique de l'Opinion

L'invité du 14 Bassano

Il est urgent de lever les freins à l'innovation, vitale et salvatrice

Luc Ferry : « Nos présidents sont évidemment des gens intelligents mais ce sont de purs techniciens. Ils n'ont plus aucun sens de l'Histoire et, pour cette raison, plus aucune vision de l'avenir »

Dans son nouveau livre, *L'Innovation destructrice* (Plon, 136 pages), le philosophe Luc Ferry a décidé d'explorer ce qu'il appelle lui-même le « côté obscur » de l'innovation, ce concept clé, cette « impulsion fondamentale » du capitalisme conceptualisée par l'économiste Joseph Schumpeter.

« Une entreprise qui n'innove pas en permanence et dans tous les domaines, écrivez-vous, est vouée à la mort, balayée qu'elle sera inévitablement par ses concurrents ». Et il en va, ajoutez-vous, d'un pays comme des entreprises. Le cas de la France, cette société bloquée comme jamais, ne devient-il pas, à cette aune, désespéré ?

Non, pas du tout. Même une partie de la gauche a fini par comprendre qu'il y avait deux logiques de croissance : l'une par la demande et la consommation (Keynes), l'autre par l'offre et l'innovation (Schumpeter). C'est désormais la seconde qui peut nous sortir du marasme. Il est donc urgent de lever les freins à l'innovation. Pour y parvenir, il faut prendre la mesure non seulement de ses bienfaits, mais aussi des dégâts qu'elle provoque. Nous avons vécu un XX^e siècle d'innovations magnifiques sur le plan médical, mais aussi de déconstructions radicales des valeurs sur le plan moral, spirituel, artistique. Il est vital de lever les freins à l'innovation, mais cela ne se fera pas sans une réflexion d'envergure sur ce qui bloque et qui ne tient pas seulement au poids de l'Etat, comme

L'ancien ministre de l'Education nationale que vous êtes dit, avec force, que la mondialisation fait voler en éclats toute la culture classique, toutes les infrastructures auxquelles nous sommes habitués, et que ce n'est pas qu'un début. Vous écrivez même, ce qui est terrible : « Nous ne savons ni quel monde nous construisons ni pourquoi nous y allons... »

La question clé est celle du sens des interventions de l'Etat. Voyez, par exemple, combien l'édition et la presse sont aujourd'hui en difficulté en raison même de la logique de l'innovation destructrice. Si j'étais libraire, je n'aimerais pas Amazon. Il y a 3 000 librairies en France, combien en restera-t-il dans dix ans ? Voyez ce qui est arrivé aux disquaires. Dans un premier temps, les grandes innovations créent du chômage et de la décroissance, et c'est seulement plus tard qu'elles recréent plus d'emplois qu'elles n'en ont détruits. Dans ce maelström, l'Etat ne devrait-il pas intervenir pour faciliter les transitions, comme il l'a fait pour le livre face au dumping des grandes surfaces ? Même un libéral peut le comprendre.

Quel peut être, pour un citoyen, le contenu de la démocratie quand tout le dépasse et que tout le monde avance en aveugle ?

Dans le contexte de la mondialisation, les leviers des politiques nationales ne... « lèvent » plus rien du tout. Le marché est devenu mondial, mais nos politiques sont restées étatiques locales. Si l'on veut reprendre la main, il faut passer par le détour de l'Europe et c'est le

à l'état chimiquement pur : depuis Duchamp, il illustre sans cesse la logique capitaliste de la novation radicale et de la rupture avec la tradition. Très peu de beauté, mais beaucoup de nouveautés, ce qui enchante banquiers, bobos et grands capitaines d'industrie, le bourgeois et le bohème s'étant enfin réconciliés dans la figure tutélaire de l'innovation destructrice...

On a le sentiment à vous lire que vous êtes accablé, voire atterré, par la pauvreté du débat idéologique français, dans le monde politique comme dans l'ensemble des classes dirigeantes. Voteriez-vous à droite en 2017 ?

Evidemment oui, trois fois oui. Mais si l'UMP continue à s'auto-mutiler, le meilleur candidat de la droite en 2017 risque d'être... Manuel Valls ! Je plaisante à peine. La droite doit avant tout retrouver un leader crédible et, pour l'instant, aucun ne se détache vraiment. Ensuite, elle doit faire un gigantesque effort de réflexion pour redéfinir les missions de l'Etat dans une société d'innovation destructrice. Quelles sont les interventions utiles, quelles sont celles qui sont nuisibles ? C'est tout l'objet de mon livre...

De qui, intellectuellement et politiquement, attendez-vous demain de la lumière ?

Je lis avec bonheur nos grands économistes car je suis

Ministre et philosophe

Agrégé de philosophie et de sciences politiques, ancien professeur de philosophie et ancien ministre de la Jeunesse, de l'Education nationale et de la Recherche dans les gouvernements I et II de Jean-Pierre Raffarin, Luc Ferry vient de publier *L'innovation destructrice* (Plon). Largement

le patronat libéral le croit trop naïvement. Dans la société d'innovation permanente, si vous êtes attachés à un coin de tradition quel qu'il soit - qu'il s'agisse d'un paysage d'enfance ou de valeurs religieuses -, vous êtes bouleversés. Voyez le mariage gay. Personnellement, je n'y suis pas hostile, mais je comprends parfaitement que les religions traditionnelles considèrent cette innovation comme une « abomination ».

Vous, l'avocat du progrès, une thématique que les écologistes et tant de bien pensants ont mis à mal, croyez-vous possible qu'on en finisse avec le « principe de précaution », autrement dit l'apologie du risque zéro ? Diriez-vous que c'est une idéologie qui s'est substituée au marxisme agonisant ?

Oui. Beaucoup sont venus « au vert par le rouge ». Et aujourd'hui, nous avons peur de tout : du sexe, de l'alcool, du tabac, de la vitesse, des OGM, du réchauffement climatique, des gaz de schiste, de mon vieil ami Claude Allègre et de mille autres choses encore. L'inscription de ce « principe de précaution » dans la Constitution était une absurdité. C'était le symbole absolu des réticences les plus funestes à l'innovation.

Plaidant pour l'innovation dans la redécouverte, par opposition à la logique keynésienne, de la logique « schumpétérienne », vous n'en condamnez pas moins la logique de « l'innovation pour l'innovation » avec les dégâts qu'elle provoque. Seriez-vous, une fois de plus, un tenant du juste milieu ?

La compétition mondialisée pousse à l'innovation pour l'innovation, et cela devient futile plus qu'utile. Par exemple, quand Apple change la connectique de son dernier iPhone et nous oblige à jeter nos anciens chargeurs, cela crée de la consommation, certes, mais sur le mode du racket plus que du progrès. En revanche, quand les scientifiques découvrent une molécule qui peut guérir définitivement l'hépatite C en 12 semaines, l'innovation retrouve tout son sens. En clair : si on veut lever les freins à l'innovation, il faut aussi qu'elle ait du sens...

meilleur argument en sa faveur. En d'autres termes, je suis fédéraliste parce que je suis souverainiste.

Jusqu'où peut aller dans les vingt ans qui viennent, sur le terrain des mœurs, l'irrésistible « innovation destructrice » que vous analysez, dont vous écrivez qu'elle peut donner le tournis ?

J'ai évoqué le mariage gay et le monde de l'info, mais voyez celui de l'art qui illustre mon propos jusqu'à la caricature. Les artistes sont volontiers de gauche, mais les acheteurs sont de droite. Pourquoi ? Parce que l'art contemporain est un art de l'innovation destructrice

« Si l'on veut reprendre la main, il faut passer par le détour de l'Europe et c'est le meilleur argument en sa faveur. En d'autres termes, je suis fédéraliste parce que je suis souverainiste »



SIPA PRESS

convaincu que la philosophie, comme le disait Hegel, c'est d'abord « l'intelligence du temps présent ». Or la structure essentielle de notre époque, c'est la mondialisation. Mais

inspiré par les thèses de Schumpeter sur la destruction créatrice, le philosophe Luc Ferry tente un essai sur le sens de l'innovation.

dans le champ politique, il n'y a aucune lumière à attendre. Nos présidents sont évidemment des gens intelligents - on n'arrive pas là-haut sans talent - mais ce sont de purs techniciens. Ils n'ont plus aucun sens de l'Histoire et, pour cette raison, plus aucune vision de l'avenir. Dieu sait que je n'aimais pas Mitterrand, mais je dois reconnaître que, comme Giscard, il savait encore d'où il venait et, au moins sur l'Europe, où il allait. Aujourd'hui, nos chefs d'Etat se contentent de la com à 150 % et, l'un après l'autre, ils finissent par découvrir avec stupeur que ça ne suffit pas...

Le citoyen qui vous aura lu ne sera-t-il pas enclin à vous donner raison, donc à penser que le mieux est de se replier sous sa tente ? A l'abri, autant que faire se peut...

Non, ne vous méprenez pas. Bien sûr, c'est vrai, je dis : « Débrouillez-vous, faites votre vie vous-même, n'attendez rien des politiques », et c'est d'ailleurs très exactement le message que j'adresse à mes filles. Pour autant, refuser l'assistanat n'implique paradoxalement aucun désintérêt pour la chose publique. Simple-ment, d'un côté, les missions de l'Etat, qui sont essentielles, doivent absolument changer dans le contexte actuel de l'innovation destructrice et, par ailleurs, on peut dans la société civile nouer mille liens avec le collectif sans rien attendre pour autant d'en haut. La réussite de l'Opinion en est, du reste, un excellent exemple...

Avez-vous le sentiment d'avoir écrit un livre fataliste ou prophétique ?

Surtout pas fataliste. Pour citer encore Hegel, il disait de la philosophie qu'elle est son temps « saisi dans la pensée ». J'essaie seulement de suivre ce fil conducteur pour éclairer l'action autant qu'il est possible.

Interview
Dominique Montvalon
@demontvalon1

L'Opinion

BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 14, rue de Bassano, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout. Rédacteur en chef : Luc de Barochez. Développement, gestion et administration : Christophe Chemut Corbel. BEY MEDIAS PUBLICITÉS - Tél : 01 40 69 46 96 - Fax : 01 40 69 46 59. Directrice de la publication : Ronan Daligault, Pierre-Louis Orsini. Publicité financière : Nicolas Wattinne. Directeur de la diffusion : Vincent Hirtz. SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 17, route des Boulangers, 78926 Yvelines. Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 342 €. IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve) ; Méditerranée Offset Presse (Vitrolles). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2